

**SELON LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FORÊTS**

# La superficie du Barrage vert sera portée à quatre millions d'hectares

**Le relancement des travaux quant au projet du Barrage vert, arrêté récemment par le ministère de l'Agriculture, semble être encore à son stade d'étude.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Le directeur général des forêts, Abdelkader Yetou, a déclaré que le plan de reprise est «en cours de finalisation» pour réhabiliter et étendre le barrage. Ceci, de façon à ce que la lutte contre la désertification du nord reprenne. Rappelant que le Barrage vert a été, initialement, inauguré dans les années 1970 et qu'il a été ralenti durant la décennie noire. Puis remis sur la planche lors du programme quinquennal 2005-2009 sans qu'aucun aboutissement soit noté.

Aujourd'hui, il semble y avoir une «volonté» de donner un second souffle à la ceinture verte de 1 200 km de long, initiée par le gouvernement de Boumediène en 1969. A en croire A.Yetou, les nouvelles mesures visent à porter la superficie du Barrage vert de trois millions à quatre millions d'hectares. Ceci, en intégrant un aspect «agro-sylvo-pastoral» prévoyant la création de concessions de terrain au profit des éleveurs.

Que ce soit pour y réaliser des plantations destinées à leurs élevages ou des exploitations agricoles «cadrant avec la vocation et la nature du milieu».

Cela dit, ce n'est pas par un simple arrêté du ministère de l'Agriculture que le Barrage vert pourra s'épanouir. Evidemment, celui-ci doit faire

face à des défis complexes puisqu'ils sont d'ordre écologique et humain.

La préservation de l'écosystème et de sa diversité sur 1 200 km de long et 2 km de large, la lutte contre les brigands du bois, coupant clandestinement celui-ci pour le vendre aux opérateurs du BTP. Puis, il existe cette problématique fréquente liée aux incendies de forêt comptabilisés en

dizaines de milliers chaque année.

Considérant la nature plutôt résineuse de la forêt algérienne, principalement située au Nord du pays, elle demeure très vulnérable aux incendies. Surtout que sa superficie totale dépasse à peine les quatre millions d'hectares. Des sinistres dont le facteur humain est, à 99% des cas, le premier responsable, soutient le DG des forêts. Et ce, que l'acte soit délibéré ou involontaire, même s'il ne l'est jamais complètement.

N. B.



Abdelkader Yetou, DG des forêts.

Photos : DR

## PÊCHE

# Que sont devenus la sardine et l'anchois ?

**Selon les analyses du Centre national de recherche sur la pêche et l'aquaculture (CNRDPA), révélées dans les travaux des assises d'Aquapêche 2020, la biomasse exploitable en Algérie serait comprise entre 55 000 tonnes et 83 000 tonnes de poisson.**

Lors de ces assises, les statistiques présentées font état de la situation de débarquement des petits pélagiques, une catégorie comprenant la sardine, les anchois et les maquereaux qui serait en baisse progressive allant de 91 686 tonnes en 2000, pour avoisiner 74 800 tonnes en 2013, bien que la flotte de pêche de la sardine ait évolué de plus de 73%, entre 1990 et 2013.

Au niveau international, des sources spécialisées affirment cependant qu'en Méditerranée, la biomasse des sardines a été divisée par trois en dix ans, passant de 200

000 tonnes à moins de 67 000 tonnes. Toujours selon ces sources, la fluctuation des stocks des petits pélagiques n'est pas due aux prédateurs ou aux virus, comme on avait tendance à le croire, mais serait due à l'environnement. Comment cela est expliqué ? Les experts sont formels : «Ces dernières années, la biomasse d'anchois et de sardines a considérablement baissé, mais globalement le nombre de poissons n'a pas diminué, il a même augmenté, sachant que selon ces études, la taille de la sardine est passée de 15 cm à 11 cm».

Ce phénomène s'expliquerait,

selon ces sources, par la baisse de la croissance des poissons et la disparition des individus âgés de plus de 2 ans, c'est-à-dire les plus gros.

Toujours selon ces chercheurs, la cause de la baisse de la biomasse actuelle n'est pas due à la prolifération des nouveaux sardiniers, ni au thon rouge, qui ne consomme que moins de 2% des petits pélagiques, ni aux agents pathogènes, ni aux virus, ni aux bactéries, mais serait due à l'alimentation composée d'une communauté planctonique, constituée d'une espèce moins énergétique de planctons affectés par les changements environnementaux.

Ces recherches scientifiques battent en brèche les théories écoulées soutenues jusqu'ici, expliquant cette baisse des sardines par l'augmentation de la quantité de

pêcheurs, de consommateurs et de sardiniers. Est-ce que cela expliquerait la décision de limiter le parc de sardiniers à 180 unités, c'est-à-dire maintenir le niveau actuel à celui de la décennie passée, dont Cherchell disposait d'une flotte de 48 sardiniers, Bou Haroun de 80 sardiniers et Khemisti de 35 sardiniers ?

Cette flottille de pêche se verra réduite ainsi à 690 unités de pêche actuellement, tous types confondus, pour un parc de 600 unités en 2010 pour la wilaya de Tipasa.

Cette démarche accrédite-t-elle l'hypothèse que la baisse de la production de sardine serait due à une surpêche, ce qui n'est pas l'avis des experts européens, qui ciblent l'environnement, la pollution et la baisse de la qualité du plancton ?

Houari Larbi

## LE PÉTROLE AU SEUIL DES 50 DOLLARS

# L'idée d'un rééquilibrage imminent de l'offre fait son chemin

**Le pétrole se montrait prudent mercredi en cours d'échanges européens, alors que les observateurs tenaient d'en savoir plus sur les réserves de pétrole aux Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait hier 49,16 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, quoiqu'en léger repli par rapport à mardi. Deux principaux facteurs expliquent cette hausse. D'abord, les incendies autour de Fort McMurray dans l'ouest du Canada qui ont fait baisser la production pétrolière du pays d'environ 1,2 million de barils en moins chaque jour. Ensuite, les troubles dans la région du delta du Niger au Nigeria qui ont impacté la production.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «Light Sweet crude» (WTI) pour livraison en juin perdait 4 cents à 48,27 dollars. Les cours du Brent et du WTI ont poursuivi leur ascension avant-hier, signant une nouvelle séance de hausse dans un marché toujours résolument optimiste sur fond de production américaine déclinante et d'interruptions d'approvisionnement dans plusieurs gros pays producteurs.

Dans le sillage des chiffres de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API), le prix du Brent a même atteint mardi 49,75 dollars, un

maximum en six mois et demi, tandis que le WTI est monté au même moment à 48,76 dollars, au plus haut en sept mois.

Selon les estimations de l'API, les stocks américains de brut auraient en effet décliné à nouveau la semaine dernière, de 1,1 million de barils, tandis que les réserves d'essence auraient baissé de 1,9 million de barils et celles de produits distillés de 2 millions de barils. L'idée d'un rééquilibrage imminent de l'offre semble donc faire de plus en plus son chemin dans l'esprit des investisseurs, d'autant que les incendies de forêt se poursuivaient dans la province canadienne de l'Alberta, progressant vers les exploitations de



Le prix du Brent a atteint mardi 49,75 dollars.

sables bitumineux, et que la production du Nigeria était également perturbée par des troubles dans la région du delta du Niger.

En outre, la situation du Venezuela, placé depuis le week-end dernier en «état d'exception et d'urgence économique», inquiète également alors que le pays dispose des plus importantes réserves de pétrole au monde. Les cours s'essoufflaient toutefois quelque peu mercredi, les investisseurs optant pour l'attentisme avant la publication des dernières statistiques du département américain de l'Energie (DoE) sur les stocks de brut aux Etats-Unis.

Selon l'analyse d'Olivier Rech,

responsable de la recherche «Énergie» chez Beyond Ratings, ancien expert des «perspectives pétrolières» à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de 2006 à 2009, cette hausse s'explique par «une somme d'événements imprévisibles qui sont survenus depuis le mois de février. D'abord il y a eu les incendies autour de Fort McMurray dans l'ouest du Canada qui ont fait baisser la production pétrolière du pays (environ 1,2 million de barils en moins chaque jour, Ndlr). Puis il y a eu les troubles dans la région du delta du Niger au Nigeria qui ont impacté la production. Celle-ci est à son plus bas depuis 22 ans».

«Cette hausse des prix s'explique aussi par d'autres petites perturbations comme la baisse des exportations pétrolières irakiennes transitant par le Kurdistan ou la grève de trois jours qui a touché l'industrie pétrolière au Koweït (elle avait fait chuter la production du pays d'environ 1,7 million de barils par jour, Ndlr)», explique l'expert dans les colonnes du journal français *Challenges*. Il note aussi la demande très soutenue de la Chine qui s'explique par une politique volontariste en matière de constitution des stocks, une démarche qualifiée de logique quand les prix sont bas.

Pour sa part, la demande asiatique reste croissante en raison du rattrapage du taux d'équipement en véhicules. «Tous ces facteurs ont laissé entrevoir le fait que la surproduction massive pouvait disparaître. Mais ces éléments sont conjoncturels, la situation de fond n'a pas changé. L'Arabie Saoudite, qui a orchestré cette surproduction et donc cette baisse des prix depuis un an et demi, maintient sa stratégie. Les Saoudiens ne veulent pas réduire leur production pour conserver leurs parts de marché. Ce sont eux qui ont la clé», observe-t-il.

Y. D.